Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

35 | 2007

La Restauration revisitée - Les formes de la
protestation - Une histoire de l'Etat

Ce que gagner (une élection) veut dire. Les candidats à la députation de 1816

What winning in an electoral contest means: parliamentary candidates in 1816

Christophe Voilliot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2062>

DOI : 10.4000/rh19.2062

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2007

Pagination : 51-68

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Ce que gagner (une élection) veut dire. Les candidats à la députation de 1816 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 35 | 2007, mis en ligne le 20 décembre 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2062> ; DOI : 10.4000/rh19.2062

Tous droits réservés

CHRISTOPHE VOILLIOT

*Ce que gagner (une élection) veut dire.
Les candidats à la députation de 1816*¹

N'est-ce pas le plus grand malheur qui puisse affliger un parti, que d'être représenté par des vieillards, quand déjà ses idées sont taxées de vieillesse?²

Le 7 septembre 1816, *Le Moniteur* publie une ordonnance royale datée de l'avant-veille qui appelle à l'élection d'une nouvelle Chambre des députés. Cette dissolution, nouvel épisode de l'épreuve de force entre le gouvernement et les députés ultraroyalistes, est une tentative de sortir d'une crise dont les luttes parlementaires ne sont qu'un aspect³. Mais, « le premier acte accompli, comme le soulignent Emmanuel de Waresquiel et Benoît Yvert, le plus dur reste à faire, à savoir gagner les élections »⁴. Tout porte à croire que cet objectif a suscité, chez les différents acteurs de cette campagne électorale, un redoublement d'activité. Or, lorsqu'il évoque ces élections dans ses *Mémoires*, François Guizot estime au contraire que « la volonté et le savoir-faire du pouvoir n'y exercèrent qu'une influence secondaire. Ce qui fait réellement les élections, c'est le vent qui souffle et l'impulsion que les événements impriment aux esprits »⁵. De la même manière qu'il tente de montrer, documents à l'appui, qu'il n'a pas favorisé la « corruption électorale » lorsqu'il était ministre dans la décennie 1840, se présentant ainsi comme un homme d'État soucieux du bien public, il tente de se démarquer de toute responsabilité dans la mise en forme des pratiques de la candidature officielle. Pratiques que ses lecteurs – le livre est publié sous le Second Empire – auraient facilement pu rapprocher des « candidatures impériales » alors en vigueur.

1. Je remercie Éric Phélippeau pour sa lecture attentive d'une version antérieure de cet article.

2. Honoré de Balzac, *Le cabinet des antiques*, Paris, Hippolyte Souverain éditeur, 1839, p. 56.

3. Sur les logiques politiques et sociales de cette crise, voir Christophe Voilliot, *La candidature officielle. Une pratique d'État de la Restauration à la Troisième République*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, ch. 1.

4. Emmanuel de Waresquiel et Benoît Yvert, *Histoire de la Restauration, 1814-1830. Naissance de la France moderne*, Paris, Perrin, 1996, p. 192.

5. François Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, Michel Lévy, 1858, vol. 1, p. 155.

Désormais attesté⁶, l'interventionnisme gouvernemental dans cette séquence électorale se présente pourtant comme une donnée majeure de la production d'un « résultat », dont l'historien sait qu'il a été conforme aux souhaits des inspireurs de la dissolution. Néanmoins, pour évaluer l'efficience de ces candidatures recommandées, pour peser le poids respectif des « technologies d'État » constitutives de la candidature officielle et des ressources personnelles des différents candidats aux élections à la Chambre des députés, il est nécessaire de s'intéresser à leurs propriétés sociales. Ces propriétés sociales sont, comme nous le suggère Pierre Bourdieu, « un ensemble fini de *propriétés* pertinentes » délimité par le travail de construction de l'objet et que l'on doit instituer par hypothèse « en *variables* efficaces, dont les variations sont associées aux variations du phénomène observé »⁷.

Dans une configuration et une conjoncture données, ces propriétés sociales peuvent fonctionner comme des ressources, c'est-à-dire à la fois comme des incitations à (ré)agir de telle ou telle manière et comme ensemble de moyens disponibles pour l'action. Ces ressources s'inscrivent dans une division du travail de domination et dans les positions relatives qui en découlent. Pour Pierre Bourdieu, « toute analyse de la lutte politique doit placer à son fondement les déterminants économiques et sociaux de la division du travail politique »⁸. Même s'agissant d'une période où la division du travail politique reste balbutiante, les mécanismes de ratification d'un personnel politique, visibles à travers la présentation de candidats officiels, vont dans le sens d'une différenciation des ressources pertinentes pour l'élection. La manière dont se déroulent les luttes politiques autour des candidatures officielles en 1816 permet d'évaluer le poids de ce label officiel dans la réussite – ou l'échec – électoral(e) des uns et des autres. En tant que propriété liée à des logiques pratiques, l'investiture officielle fournit un indicateur plus vraisemblable des classements opérés par les luttes politiques de la seconde Restauration que les opinions des candidats – dont la plupart ne seront révélées que dans l'arène parlementaire – ou l'appartenance à un groupe social. Au-delà des oppositions de principe qu'interroge Emmanuel de Waresquiel⁹, les groupes dominants de la Restauration se donnent ainsi à voir comme des « fractions d'élite monopolistique », dans le prolongement des analyses de Norbert Elias¹⁰. Déjà sélectionnés par les mécanismes censitaires, ces candidats appartiennent tous à l'aristocratie ou au monde des grands notables. Vu de loin, bien peu de choses les séparent. Ce sont ces petites choses que l'analyse sociale doit prendre en compte pour évaluer le poids des technologies

6. Christophe Voilliot, *La candidature officielle...*, ouv. cité, ch. 2.

7. Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Éditions de minuit, 1984, p. 21.

8. Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, février-mars 1981, p. 3.

9. Emmanuel de Waresquiel, *L'histoire à rebrousse-poil. Les élites, la Restauration, la Révolution*, Paris, Fayard, 2005.

10. Norbert Elias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985 (1^{re} éd. française 1974).

électorales dans la formation d'une élite politique qui construit à partir et autour de positions d'État cet « extrême-centre », lieu géométrique d'exercice du pouvoir dont Pierre Serna a récemment proposé une stimulante généalogie pour la période précédente¹¹.

Le questionnement retenu implique de prendre en compte l'ensemble des candidats et non la seule population des députés élus en octobre 1816¹². La mise au jour des traces du travail des différents agents de l'administration qui sont intervenus lors de ces élections rend possible une étude prosopographique des candidats préalablement « nommés » par les collèges d'arrondissement et par les collèges de département, ainsi que des présidents de ces différents collèges (voir encadré ci-après), transformant ainsi cette qualité officielle en propriété statistique permettant de délimiter et de construire une population de candidats aux élections à la Chambre des députés. À partir de fiches individuelles¹³, des analyses factorielles de correspondance ont été menées sur l'ensemble de cette population. Cette méthode présente l'avantage d'objectiver les propriétés en jeu dans les logiques sociales de sélection constitutives de la « nomination élective »¹⁴ en distinguant, au sein de cette population, des principes selon lesquels les chances de réussite se structurent¹⁵. L'importance pratique de la candidature officielle, dont attestent par ailleurs les acteurs, s'en trouve confirmée. Au vu de ces analyses, il apparaît que la probabilité

11. Pierre Serna, *La République des girouettes. 1789-1815... et au-delà. Une anomalie politique : la France de l'extrême-centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

12. Comme le fait Thomas D. Beck, *French Legislators, 1800-34. A Study in Quantitative History*, Berkeley, University of California Press, 1974. Ce type d'analyse quantitative sur les députés élus se condamne en effet à enregistrer le résultat de mécanismes de sélection sans en restituer les principes.

13. Ont été utilisés pour établir ces fiches à la fois les nombreux dictionnaires biographiques du XIX^e siècle, l'enquête du CNRS sur les *Grands notables du premier Empire*, les séries C, F7, F1cIII des Archives Nationales, les biographies disponibles et des études régionales portant sur les élections ou sur la représentation parlementaire.

14. Le terme de « nomination élective » renvoie aux transformations de l'opération électorale, c'est-à-dire à un processus par lequel le « faire corps » des élections d'Ancien régime se transforme en une épreuve concurrentielle. Fréquemment utilisé sous la Restauration pour caractériser la désignation d'un candidat par un collège électoral, le terme de nomination permet ainsi de s'affranchir des attendus des représentations modernes que renferme le terme d'élection. En effet, « l'emploi de concepts collectifs indifférenciés, utilisés par le langage courant, ne recouvre jamais que des obscurités de la pensée ou de la volonté, trop souvent il est l'instrument de mirages dangereux, et toujours un moyen qui entrave le développement de la façon correcte de poser les problèmes » (Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Presses-Pocket, 1992, p. 198).

15. Le traitement systématique d'informations standardisées avec l'aide de l'outil informatique permet de faire apparaître des régularités et des différences dans les propriétés sociales des individus composant cette population et, simultanément, de proposer des indicateurs de situation relative à un moment donné en fonction des catégories construites par le chercheur (par exemple, l'âge comme signe d'appartenance à une génération, comme indicateur de réussite en fonction de l'obtention de tel ou tel poste, etc.). Parce que la démarche prosopographique permet de construire les expériences et les acquis constitutifs des personnes étudiées, elle propose des clefs de compréhension des réussites différentielles observables lors des « épreuves » électorales en mettant en relation les ressources individuellement et collectivement constituées avec les propriétés d'une situation déterminée. En construisant ainsi des systèmes de différences, il est donc possible d'évaluer les effets pratiques sur les chances de réussite électorale de propriétés sociales considérées comme des ressources.

d'être élu en 1816 dépend, premièrement, de l'assise « politique » du candidat, surtout lorsqu'elle est redoublée par le « label » officiel ; deuxièmement, de sa trajectoire sociale antérieure et de l'activité exercée ; enfin, du volume des ressources détenues¹⁶. Ces premiers résultats incitent à prolonger l'enquête sur ceux qui ont été partie prenantes de ce dispositif gouvernemental en comparant de manière systématique les ressources des candidats investis de la confiance et de l'autorité royale à celle des autres candidats aux élections législatives de 1816¹⁷. Le présent article développe ces résultats à travers des tableaux croisés mettant en exergue, pour chaque indicateur retenu, les différences entre ces deux sous-populations.

Les procédures électorales en 1816

Selon la Charte de 1814, sont éligibles les personnes de sexe masculin âgées d'au moins 40 ans et payant une contribution directe supérieure ou égale à 1 000 fr. (art. 38). Dans les départements où le nombre d'éligibles était inférieur à 50, la liste est complétée par les contribuables les plus imposés au dessous de 1 000 fr. (art. 39). Sont électeurs les personnes de sexe masculin âgées d'au moins 30 ans et payant une contribution directe supérieure ou égale à 300 fr. (art. 40). Sur 9 millions d'adultes de sexe masculin, il y a environ 100 000 électeurs et 17 239 éligibles.

Les électeurs sont d'abord réunis au sein de collèges d'arrondissement où ils doivent « nommer » autant de candidats qu'il y a de députés à élire dans le département. Ils se réunissent ensuite dans des collèges de département où sont « nommés » les 258 représentants devant former la *Chambre des députés des départements*, la moitié au moins devant avoir auparavant été désignés par les collèges d'arrondissement (art. 42). Les présidents des collèges de département sont nommés par le roi et sont de droit membres du collège (art. 41).

Les députés étant élus pour 5 ans, le renouvellement de la Chambre est opéré par cinquième (art. 37), sauf en cas de dissolution prévue par l'article 50.

Comment prendre en compte les mécanismes de l'investiture officielle dans la délimitation de ces deux sous-populations ? L'obtention de ce « label » n'a jamais été officialisée autrement que par le biais des nominations royales à la présidence des collèges de départements. Dans la plupart des cas, ces deux événements ont une signification identique pour les contemporains. Ils sont

16. Pour le détail de ces analyses factorielles, je me permets de renvoyer le lecteur à ma thèse de doctorat en science politique : *La candidature officielle en France de la Restauration aux débuts de la Troisième République. Retour sur l'historiographie d'une pratique d'État*, Université Paris X - Nanterre, 2002, ch. 2.

17. Voir le tableau en annexe.

en pratique indissociables. Les exceptions, dans les deux sens, sont néanmoins trop nombreuses pour que l'on puisse se satisfaire de cette équivalence. Il convient donc de vérifier, pour chaque département, en prenant en compte l'ensemble de la documentation disponible, si les présidents de collège étaient bien considérés comme des candidats officiels. Et, inversement, s'il n'y avait pas des candidats non retenus pour présider un collège qui pouvaient être considérés comme tels. Cette méthode « réputationnelle » suppose de croiser des sources de nature et de provenances différentes afin de reconstituer les images publiques des candidats qui prennent part aux opérations électorales de l'automne 1816. Même si elle ne permet pas, en raison de l'absence d'officialisation juridique, un comptage incontestable, cette manière de procéder objective, pour les besoins de l'enquête, ce crédit non-objectivé que constitue le « label » de la candidature officielle.

La probabilité d'élection des candidats officiels était d'environ 75 % en octobre 1816 et d'environ 18 % pour leurs concurrents. Ce « résultat » électoral est significatif, et il est bien apparu comme tel aux contemporains. La mise en regard des propriétés sociales des 99 candidats officiels par rapport à celles des 980 autres candidats recensés qui ne bénéficièrent pas du précieux label donne une mesure des effets pratiques des mécanismes de sélection à l'origine de ces candidatures recommandées. Les candidats officiels de 1816 sont pour deux tiers d'entre eux déjà membres de la « Chambre introuvable » élue l'année précédente, soit une proportion largement supérieure à celle de l'ensemble des candidats. Au sein de cette assemblée, ils appartenaient pour la plupart à la minorité « constitutionnelle » (87,69 %). Pour les autres, il s'agit de présidents de collège de départements nommés en 1815 et prolongés dans leurs fonctions par l'ordonnance royale du 5 septembre. Ils se retrouvent ainsi parés du label officiel, car le souverain n'a pas été en mesure de les écarter pour ne pas provoquer de conflit ouvert avec son frère, le comte d'Artois, qui soutenait les députés de la majorité de la « Chambre introuvable ».

Le principal critère de distinction, évident pour tous les acteurs dans cette conjoncture, entre les candidats officiels et l'ensemble des autres candidats, est la présidence d'un collège de département ; présidence qui résulte d'une nomination royale à la manière des faveurs accordées par les souverains d'Ancien régime aux « grands » du royaume¹⁸. Cette identification des uns aux autres est confirmée dans les faits. 58,59 % des candidats officiels sont nommés à la présidence de collège de départements, cette probabilité n'étant que de 2,55 % pour les autres candidats (tableau 1). Cette différence ne se retrouve pas lorsque l'on prend en compte les nominations aux présidences

18. Philippe Tanchoux, *Les procédures électorales en France*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2002, p. 266 sq.

de collège d'arrondissement. Les candidats officiels sont même moins nombreux que les autres candidats à bénéficier de ces nominations effectuées par les préfets : 25,25 % contre 30,41 %. Ce chiffre donne à voir les deux temps du dispositif électoral, mais confirme que le niveau départemental est le lieu privilégié où devait s'exercer l'influence des agents de l'administration mobilisés à des fins électorales.

Tableau 1 : Les présidences de collège

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Département	58	58,59	25	2,55	84
Arrondissement	25	25,25	298	30,41	323

L'analyse des correspondances met en évidence la corrélation positive entre les « nominations » à la candidature effectuées par les collèges d'arrondissement et le succès lors de la « nomination » à la députation. En se faisant simultanément « nommer » par plusieurs collèges d'arrondissement – ce que permettait la loi électorale –, les candidats à la députation accroissent leurs chances d'être ensuite désignés par les collèges de département. Ces candidatures multiples, dont les élections de l'année précédente ont déjà montré l'importance pratique, mais qui supposent un capital de relations sociales plus étendu géographiquement, sont plus largement le fait des candidats officiels : ils sont 42,42 % à être présentés par au moins deux arrondissements contre seulement 10,81 % des autres candidats (tableau 2). Si l'on prend en compte la moyenne de ces « nominations », elle s'établit à 1,6 pour les candidats officiels et à 0,9 pour les autres candidats.

Tableau 2 : Les « nominations » par les collèges d'arrondissement

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
0	18	18,18	228	23,27	246
1	39	39,40	646	65,92	685
2	19	19,19	66	6,73	85
3	14	14,14	28	2,86	42
4	6	6,06	11	1,12	17
5	3	3,03	1	0,10	4
TOTAL	99	100	980	100	1079

Les fonctions administratives locales exercées par les candidats n'apparaissent pas déterminantes pour la « nomination » à la Chambre des députés. Si les candidats officiels sont aussi souvent conseillers généraux que les autres candidats¹⁹ (18,18 % contre 17,04), ils sont moins souvent maires d'une commune (15,15 % contre 23,37), sauf en ce qui concerne les villes

19. La faiblesse des effectifs interdit toute interprétation s'agissant des conseillers d'arrondissement.

chefs-lieux de département (7,07 % contre 2,55). Cette distribution n'a rien de surprenant (tableau 3). Les nominations à ces fonctions sont considérées depuis l'Empire comme purement administratives, il n'est pas rare qu'un noble émigré ou que le châtelain d'un village puisse en bénéficier. C'est pourquoi les changements de personnel observables sous la Restauration ne concernent que les maires des principales villes – *grosso modo* l'ensemble des villes chefs-lieux. Parce qu'ils bénéficient déjà d'un capital de représentation lié à une nomination administrative, les maires des villes chefs-lieux sont fréquemment en position d'obtenir la présidence des collèges de département. Tout se passe donc comme si le label officiel était plus facilement accordé à ceux qui ont déjà été sélectionnés sous l'angle de leur capacité à représenter l'État²⁰. Inversement, être maire d'une petite commune n'apparaît le plus souvent que comme la conséquence de l'influence sociale localement consacrée du candidat.

Tableau 3 : Les fonctions administratives locales en 1816

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Maires	5	5,05	124	12,65	129
Maire d'arrondissement/1er adjoint au maire	0	0	11	1,12	11
Maires de chefs-lieux d'arrondissement	3	3,03	54	5,51	57
Maires de chefs-lieux de département	7	7,07	40	4,08	47
TOTAL MAIRES	15	15,15	229	23,37	244
Conseillers d'arrondissement	1	1,01	25	2,55	26
Conseillers généraux	18	18,18	167	17,04	185

En moyenne, les candidats officiels font partie d'au moins une assemblée à caractère national entre 1789 et 1815, soit une fréquence deux fois plus élevée que pour l'ensemble des candidats. Contrairement aux fonctions administratives locales, on constate donc qu'une « nomination » législative antérieure est déterminante dans la sélection des candidats officiels, et ceci se vérifie d'autant plus que cette « nomination » est récente. Hormis la « Chambre introuvable » où ils sont majoritairement déjà présents (tableau 4), les candidats officiels sont sur-représentés par rapport aux autres candidats dans les assemblées du premier Empire (16,16 % contre 6,63 % pour le Corps législatif et 5,05 % contre 0,82 % pour le Tribunat), sauf au sein de la Chambre des représentants élue durant les Cent-jours (3,03 % contre 5,82 %). Inversement, mais ce n'est guère surprenant dans l'atmosphère anti-jacobine de la

20. Cette représentation suppose, pour les acteurs engagés dans une entreprise de restauration de la « société de cour » une identification possible avec la volonté supposée du souverain.

Restauration, aucun n'a siégé auparavant sur les bancs de la Convention ²¹. À l'exception de l'Assemblée législative de 1791, les candidats officiels sont plus fréquemment issus d'assemblées « nommées » que d'assemblées élues ; ils sont le produit d'un processus de sélection s'inscrivant dans une philosophie de la représentation d'un corps unique (l'État ou le souverain), par opposition à la représentation de mandants. Les promoteurs de la candidature officielle ²² sont pour la plupart des notabilités impériales ralliées en 1814 et n'ayant pas fait volte-face durant les Cent-jours. Ces agents sont d'autant plus en mesure de se voir attribuer le label officiel en 1816 qu'ils ont déjà été sélectionnés auparavant de manière analogue, par le biais des « listes de notabilité ».

Tableau 4 : L'appartenance à une assemblée antérieure

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
États généraux	1	1,01	29	2,96	30
Assemblée législative	5	5,05	25	2,55	30
Convention	0	0	7	0,71	7
Conseil des Anciens	1	1,01	9	0,92	10
Conseil des 500	4	4,04	42	4,29	46
Tribunat	5	5,05	8	0,82	13
Corps Législatif	16	16,16	65	6,63	81
Chambre des Représentants	3	3,03	57	5,82	60
Chambre des députés	62	62,63	245	25	307
Pair	0	0	7	0,71	7
Pair à vie	0	0	3	0,31	3

La nature des décorations obtenues par les candidats confirme à la fois cette continuité avec l'élite impériale (ou plus exactement une fraction de celle-ci) et l'importance des modalités antérieures de promotion pour la probabilité d'accession à la candidature officielle. Si les chevaliers de Saint-Louis sont proportionnellement aussi nombreux chez les candidats officiels que chez les autres candidats, les candidats officiels sont proportionnellement trois fois plus nombreux à être titulaires de la Légion d'honneur (tableau 5). Cette dernière décoration, créée sous le Consulat, continue à être attribuée durant la Restauration parallèlement aux autres distinctions monarchiques. En tant que « décoration d'État », récompensant, au-delà de faits d'armes, l'adhésion aux institutions impériales, elle s'oppose à la croix de Saint-Louis symbole de fidélité et de dévouement à la personne du souverain. Idéalement, pour être candidat officiel en 1816, il faut en quelque sorte cumuler ces deux attributs, associer la fidélité et la loyauté aristocratiques de la

21. Pour les autres assemblées, la faiblesse des effectifs interdit toute interprétation. Les pairs nommés par Louis XVIII ne peuvent être en même temps candidats à la Chambre des députés, mais certains d'entre eux président des collèges de département, ce qui peut laisser croire à leur candidature.

22. Christophe Voilliot, *La candidature officielle...*, ouv. cité, ch. 1.

« société de cour » (que représente la croix de Saint-Louis) à l'engagement dans des positions d'État (que représente la Légion d'honneur). Il résulte toutefois des circonstances contingentes de distribution de ces deux types de décoration que les titulaires de la Légion d'honneur (30,30 %) l'emportent largement sur les chevaliers de Saint-Louis (10,10 %) ou sur les titulaires des deux décorations (8,08 %).

Tableau 5 : Les décorations

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Saint-Louis	10	10,10	96	9,80	106
Saint-Louis et légion d'honneur	8	8,08	30	3,06	38
Saint-Louis et autres décorations	1	1,01	7	0,71	8
Légion d'honneur	30	30,30	124	12,65	154
Légion d'honneur et autres décorations	0	0	11	1,12	11
Autres décorations	0	0	5	0,51	5
TOTAL	49	49,49	273	27,86	

Pour une large part, les candidats officiels ont donné des gages antérieurs de fidélité et d'adhésion à la légitimité monarchique. 22,22 % d'entre eux ont émigré lors de la Révolution française, contre 12,14 % pour les autres candidats²³. Lorsque l'on étudie plus précisément les trajectoires individuelles des candidats officiels, on constate au demeurant que leur retour d'émigration est précoce, en général sous le Consulat ou au début de l'Empire, contrairement aux ultras qui, pour beaucoup, ne sont rentrés en France qu'en 1814 avec les Bourbons. Cette émigration temporaire, que l'Empire n'a pas transformé en obstacle à une carrière administrative, sans doute sous l'effet de son évolution propre, devient par la suite une marque de reconnaissance personnelle aux yeux du monarque, d'autant plus précieuse qu'elle s'ajoute à la légitimité que procurent les fonctions occupées avant 1814.

À un degré moindre et sous réserve de la faiblesse des effectifs considérés, les candidats officiels ont en commun avec les élites impériales une plus grande mobilité géographique que les autres candidats. Dans sa thèse sur la noblesse d'Empire, Natalie Petiteau note par ailleurs que 27 % seulement des membres de son échantillon sont décédés dans leur département de naissance²⁴. Cette mobilité géographique de la noblesse d'Empire est un indice parmi d'autres d'une mobilité sociale ascendante liée à l'accès aux fonctions

23. Le deuxième chiffre n'a qu'une valeur indicative. Les candidats officiels étant mieux connus par les archives, il est possible que la proportion d'émigrés parmi les autres candidats ait été plus élevée, ceci d'autant plus que beaucoup d'entre eux ont pu avoir intérêt à un moment ou à un autre à se faire rayer des listes officielles d'émigrés.

24. Natalie Petiteau, *Élites et mobilités : la noblesse d'Empire au XIX^e siècle, 1808-1914*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 1997, tableau 26, p. 476.

administratives d'État. 23,65 % des candidats officiels sont candidats dans un autre département que leur département de naissance contre 17,35 % des autres candidats (tableau 6).

Tableau 6 : Les lieux de naissance

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Commune située dans le département de candidature	27	29,03	215	35,54	242
Ville chef-lieu située dans le département de candidature	34	36,56	223	36,86	257
SOUS-TOTAL 1	61	65,59	438	72,40	499
Commune située hors du département de candidature	6	6,45	20	3,30	6
Ville chef-lieu située hors du département de candidature	16	17,20	85	14,05	101
SOUS-TOTAL 2	22	23,65	105	17,35	127
Paris	9	9,68	52	8,60	61
Étranger et colonies	1	1,08	10	1,65	11
TOTAL	93	100	605	100	698
SR ¹	6		375		381

En termes d'âge, les candidats officiels se différencient peu de l'ensemble des candidats. Ils sont certes moins nombreux (3,16 % contre 8,18 %) à ne pas respecter le minimum de 40 ans exigé pour être éligible²⁵ (tableau 7). Ce qui se présente *a priori* comme incohérence empirique s'explique en partie par la présence dans cette population de députés élus en 1815 alors que l'âge minimum requis n'était que de 25 ans. Si l'on ne prend en compte que les deux dernières classes – en agrégeant les deux premières – la structure par âge de l'ensemble des candidats est comparable. La grande majorité a vécu à l'âge adulte l'ensemble des événements constitutifs de la Révolution française et beaucoup d'entre eux ont été formés intellectuellement, voire ont exercé, ne serait-ce que brièvement, une activité sous l'Ancien Régime.

Tableau 7 : L'âge

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Moins de 40 ans	3	3,16	50	8,18	53
Entre 40 et 60 ans	81	85,26	477	78,07	558
Plus de 60 ans	11	11,57	84	13,75	95
TOTAL	95	100	611	100	706
SR ²	4		369		373

25. Olivier Tort, « La dissolution de la Chambre des députés sous la Restauration : le difficile appariement d'une pratique institutionnelle ambiguë », *Revue historique*, 614, avril-juin 2000, p. 339-365.

Pour ce qui est de l'activité exercée en 1816, on observe – compte tenu de la faiblesse des effectifs de certaines classes – une distribution comparable entre les candidats officiels et les autres (tableau 8). Deux catégories sont très nettement sur-représentées chez les candidats officiels : les fonctions administratives d'État²⁶ (21,21 % contre 5,51 %) et les membres du Conseil d'État (11,11 % contre 1,73 %). Inversement les propriétaires sont proportionnellement deux fois moins nombreux (19,20 % contre 38,48 %). Trois professions sont absentes, ou presque²⁷, du groupe des candidats officiels, à l'opposé des assemblées révolutionnaires : les avocats, les notaires et les médecins. Le profil type du candidat officiel apparaît ainsi comme une reproduction à peine déformée des propriétés sociales des promoteurs de la dissolution de la Chambre des députés. Les pratiques de la candidature officielle sont bien mises en œuvre par et au profit de « conseillers d'État », c'est-à-dire de hauts fonctionnaires nommés (directeurs et secrétaires généraux de ministères, membres du Conseil d'État, préfets, etc.) à même ainsi de supplanter les notables et les propriétaires terriens que les collèges électoraux ont envoyé à la Chambre l'année précédente.

Tableau 8 : L'activité principale exercée en 1816

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Fonctions administratives d'État	21	21,21	54	5,51	75
Notaires	0	0	13	1,33	13
Conseillers d'État	11	11,11	17	1,73	28
Fonctionnaires des finances	5	5,05	25	2,55	30
Fonctionnaires des eaux et forêts	1	1,01	1	0,10	2
Membres des Cours royales	3	3,03	54	5,51	57
Magistrats des tribunaux civils	2	2,02	54	5,51	56
Procureurs du roi	4	4,04	34	3,47	38
Juges de paix	1	1,01	24	2,45	25
Avocats	1	1,01	36	3,67	37
Avocats généraux	4	4,04	12	1,22	16
Marchands, négociants, banquiers et manufacturiers	9	9,09	103	10,52	112
Propriétaires, agriculteurs	19	19,20	377	38,48	396
Médecins	0	0	12	1,22	12
Militaires	15	15,15	134	13,68	149
Professeurs, savants, ingénieurs, clergé	3	3,03	25	2,55	28
TOTAL	99	100	980	100	1079

26. Dans cette catégorie des « fonctions administratives d'État », sont regroupés les secrétaires généraux et chefs de division du ministère de l'intérieur, les préfets et sous-préfets, les secrétaires généraux et les conseillers de préfecture.

27. Le seul avocat recensé, Simon Ravez, est également « propriétaire » et député « constitutionnel » sortant de la Gironde.

Ces hauts fonctionnaires d'État, dont la plupart ont commencé leur carrière sous l'Empire, sont fréquemment en situation d'ascension sociale, ce que confirme la proportion deux fois plus élevée de déplacements vers des positions plus élevées de l'espace social chez les candidats officiels que chez les autres candidats (32,32 % contre 16,22 %) ²⁸. De plus, ceux qui exercent une « activité équivalente » (tableau 9) – nonobstant les bouleversements survenus dans les conditions d'accès à certains postes ou professions après 1789 – étaient déjà le plus souvent titulaires de charges importantes dans l'administration d'Ancien régime. À l'inverse, ce qui caractérise le plus l'ensemble des autres candidats, c'est la permanence de leurs activités (63,88 % contre 34,35 %), ce qui peut s'expliquer par le nombre élevé de propriétaires terriens et d'officiers ayant poursuivi leurs carrières militaires dans l'émigration.

Tableau 9 : La mobilité sociale

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Ascendante	32	32,32	159	16,22	191
Descendante	14	14,14	102	10,41	116
Activité identique	34	34,35	626	63,88	660
Activité équivalente	19	19,19	92	9,39	111
TOTAL	99	100	980	100	1079

Les différences observables dans les montants payés au titre des contributions directes ²⁹ (tableau 10) sont sensiblement homologues à celles observées à propos de l'âge des candidats. On relève, dans la population des candidats n'ayant pas bénéficié du label officiel, une proportion plus élevée d'individus ne remplissant pas les conditions exigées (8,41 % contre 1,14 %). Cette différence est d'autant plus significative que certains d'entre eux ont été contraints, pour justifier le montant de leurs contributions, de produire un certificat obligamment fourni par le préfet. En 1815, en effet, plusieurs candidats ont vu leur élection validée par la Chambre des députés sur la seule présentation de ce document. Par ailleurs, les candidats officiels de 1816 sont

28. Nous avons comparé, dans un deuxième temps et lorsque cela était possible, les activités effectuées afin d'évaluer de manière relative ces trajectoires sociales. Lorsque les candidats ont exercé une activité sous l'Ancien Régime, situation de loin la plus fréquente, nous avons distingué entre « activités identiques » (par exemple des propriétaires, des négociants ou des militaires de même grade) et « activités équivalentes » (pour l'ensemble des « professions » juridiques et des postes de fonctionnaires), afin de tenir compte des différences dans le poids fonctionnel des activités entre les deux époques.

29. Les indications de fortune figurant dans les fiches réalisées à partir des listes de notabilité par les différents auteurs de l'enquête sur les *Grands notables du Premier Empire* ont été converties en un cens fictif à partir du tableau de correspondance sur le « poids fiscal des départements français » de 1831 (Arch. Nat. F1cII 53). Ce tableau comporte les montants de revenu foncier net nécessaires au paiement d'une contribution identique. Les comparaisons effectuées entre ce mode de calcul et le cens effectif, lorsque les deux séries d'indication (cens et fortune) étaient disponibles, ont montré, à défaut d'une précision absolue, la relative correspondance de ces deux appréciations empiriquement fondées.

proportionnellement plus nombreux à s'acquitter de contributions directes d'un montant au moins supérieur à 3 000 francs (37,50 % contre 23,73 %) ³⁰. L'argent dépensé par les candidats officiels durant les élections provenait pour une large part des fonds publics. Rien n'atteste qu'ils aient dû, pour tenir leur rang lors des réunions des collèges, faire appel à leur propre patrimoine. L'étude des fiches individuelles révèle la présence, au sein du groupe des candidats officiels, de deux sous-groupes disposant de patrimoines parmi les plus considérables de cette époque : les descendants de grandes lignées d'Ancien régime ayant en partie préservé ou reconstitué le patrimoine terrien et immobilier familial, tel Jean de Catellan-Caumont ³¹, et les hauts fonctionnaires enrichis sous l'Empire, comme le comte Jacques Bégouen ³².

Tableau 10 : Le montant des contributions directes

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Inférieur à 1000 fr.	1	1,14	45	8,41	46
Fixé administrativement à 1000 fr.	1	1,14	13	2,43	14
De 1001 à 1500 fr.	26	29,54	177	33,08	203
De 1501 à 2000 fr.	14	15,91	83	15,51	97
De 2001 à 3000 fr.	13	14,77	90	16,82	103
De 3000 à 5000 fr.	20	22,73	70	13,08	90
Supérieur à 5000 fr.	13	14,77	57	10,65	70
TOTAL	88	100	535	100	623
SR ³	11		445		456

Par ailleurs, l'étude des carrières parlementaires des députés élus en 1816 (tableau 11) montre que les candidats officiels, s'ils ne sont pas plus facilement réélus que les autres candidats, sont plus nombreux à ne pas se représenter (26,09 % contre 20,30 %) mais connaissent moins d'échecs électoraux (13,04 % contre 20,30 %). Apparemment, ces résultats semblent battre en brèche la facilité avec laquelle ces candidats ont été « nommés » en 1816. Il faut tenir compte, pour les rendre intelligibles, en premier lieu, de l'âge élevé de ces candidats au moment de leur élection et, en second lieu, des variations de la conjoncture politique et gouvernementale : l'absence de nouvelles élections générales avant 1824 et la réélection par séries annuelles, de 1817 à 1823, des députés « nommés » en 1816. À partir de 1821, et à la suite de l'assassinat du duc de Berry et du renvoi de Decazes, les candidats officiels

30. Cette différence est probablement sous-estimée si l'on fait l'hypothèse, vraisemblable au regard des conditions de l'enquête dans les archives, que les candidats dont nous n'avons pas retrouvé d'indications de fortune ou de cens sont les moins fortunés.

31. Ancien avocat général au Parlement de Toulouse, il préside le collège de département de l'Aude qui l'a nommé député en 1815 et s'acquitte de contributions directes à hauteur de 4 371 fr.

32. Armateur, président de la chambre de commerce du Havre, devenu conseiller d'État, il préside le collège de l'arrondissement du Havre et s'acquitte de contributions directes à hauteur de 16 129 fr.

de 1816 sont nombreux à être combattus par le nouveau ministère Villèle, dominé par les ultras, qui se prolonge jusqu'en 1828.

Tableau 11 : Les sorties de mandat

	Candidats officiels	En %	Autres candidats	En %	TOTAL
Décès ou démission	2	4,35	5	3,76	7
Non réélu	6	13,04	27	20,30	33
Ne se représente pas	12	26,09	27	20,30	39
Nommé à une autre fonction	3	6,52	7	5,26	10
Réélu	23	50	67	50,38	90
TOTAL	46	100	133	100	179
SR ⁴	28		42		70

Les candidats officiels ayant triomphé de l'épreuve électorale disposent de ressources personnelles relativement plus importantes que l'ensemble des députés composant la nouvelle Chambre des députés, tant au niveau du capital économique que du capital culturel. Mais ces succès électoraux résultent avant tout de leur insertion dans l'ensemble des positions d'État et de leur inscription dans les pratiques de la candidature officielle. Pour dire les choses autrement, ces pratiques semblent n'avoir eu pour effet que de favoriser une sélection redoublée : la définition des propriétés sociales acceptables se superposant à la sélection produite par le suffrage censitaire à deux degrés d'élection. À la sélection par le volume du capital détenu, principalement foncier, s'ajoute une sélection plus fine, dont l'objectif est – pour les détenteurs des positions de pouvoir – de faire et de voir « nommer » des agents à leur image³³. Ces élections de 1816 ont-elles été marquées, comme le note avec nostalgie le baron Auguste de Frénilly, dans ses *Souvenirs*³⁴, par la première victoire de la bourgeoisie sur la propriété terrienne ? Ce témoignage semble montrer que tous les ultras engagés dans les luttes électorales de 1816 n'ont pas perçu avec la même intensité les pratiques de la candidature officielle, au moins de manière rétrospective. Mais il donne aussi à voir la complexité de l'évaluation pratique des ressources pertinentes dans l'épreuve électorale. Si les pratiques de la candidature officielle sont vite dénoncées par les vaincus du jour³⁵, la promotion élective d'un personnel d'État qui constitue la caractéristique majeure du triomphe « ministériel » n'est appréciable qu'au regard d'un processus de construction institutionnelle plus large.

33. C'est pourquoi les propriétés sociales des candidats officiels apparaissent rétrospectivement comme une « photographie » de celles des promoteurs de la dissolution.

34. Auguste de Frénilly, *Souvenirs d'un ultraroyaliste, 1768-1848*, Paris, Perrin, 1987.

35. Joseph Fiévée, prenant appui sur les nombreuses circulaires officielles diffusées lors de ces élections, se demande : « Si le ministère provoquait l'influence possible des agents de l'administration dans chaque province où il est facile de les compter, combien doit être irrésistible cette influence dans une ville où le nombre de ceux qui vivent des deniers publics est incalculable ». Joseph Fiévée, *Histoire de la session de 1816*, Paris, Lenormant, 1817, p. 118.

L'analyse sociale des acteurs, parce qu'elle fait apparaître des logiques de trajectoire et de situation permet, mieux que d'autres méthodes d'enquête³⁶, de rendre compte de cette complexité et d'envisager l'épisode de septembre 1816, n'en déplaise à Balzac, autrement que comme une victoire du libéralisme sur l'obscurantisme des ultras. C'est dans les relations entre une conjoncture particulière – les débuts de la Seconde Restauration – et les luttes politiques qui s'y rattachent que s'impose la nécessité de mise en œuvre, autour de la dissolution de la Chambre des députés, d'un travail de ralliement des personnes. Cette entreprise qui, à première vue, vise uniquement à faire changer d'avis des collèges électoraux en vue de constituer une majorité plus favorable au gouvernement du roi va prendre, du fait de l'intensité des luttes et de la puissance du camp ultra, la forme d'un travail de ralliement des personnes autour de la figure de candidats adoubés par le souverain dans un geste de réaffirmation symbolique de l'autorité royale, et bénéficiant de l'appui de certains segments de l'administration d'État. Ce travail de ralliement est aussi un travail de sélection des candidats susceptibles de bénéficier de cet appui. Les « fractions d'élite monopolistique » qui s'opposent entre elles pour le contrôle de l'usage de l'État contribuent ainsi à l'inscription de l'opération électorale dans le processus plus large de construction d'un État parlementaire : en se liant entre eux au delà de ce qui fait qu'ils se ressemblent, en s'alliant entre eux sous l'autorité et le patronage de l'autorité royale, ces hommes se font « agents de l'État » et contribuent à son institution à partir, mais bien au-delà, des liens de fidélité qui pouvaient les unir à la personne de Louis XVIII dans le cadre des tentatives de restauration d'une « société de cour ».

*Christophe Voilliot est maître de conférences
en science politique à l'Université Paris-X Nanterre
et membre du GAP (Groupe d'Analyse Politique)*

36. Bernard Lacroix, « Six observations sur l'intérêt de la démarche prosopographique dans le travail historiographique », in Jean-Pierre Chaline, Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur [dir.], *Les parlementaires de la troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 27-42.

Annexe : liste des candidats officiels de 1816

NOM	DÉPARTEMENT	PRÉSIDENT DU COLLÈGE DÉPARTEMENTAL
Jean André	Lozère	OUI
Jean-François Anglès	Hautes-Alpes	OUI
Jean-Louis d'Aragon	Tarn	OUI
Jean-Baptiste Augier	Cher	OUI
François d'Augier	Morbihan	OUI
Charles de Barbançois-Villegongis	Indre	OUI
François Barrairon	Lot	
François de Barth-Barthenheim	Haut-Rhin	
Louis Becquey	Haute-Marne	OUI
Jacques Bégouen	Seine-inférieure	
Amédée de Béjarry	Vendée	
Nicolas Bellart	Seine	OUI
Joseph Bergon	Aveyron	OUI
Jacques Beugnot	Haute-Marne	
Henri Blanquart de Bailleul	Pas-de-Calais	OUI
Saturnin du Bourblanc	Côtes-du-Nord	
Pierre Bourdeau	Haute-Vienne	OUI
V. de Briche	Gard	OUI
Victor de Broglie	Orne	OUI
Joseph Calvet de Madaillan	Ariège	OUI
Jean de Catellan-Caumont	Aude	OUI
Antoine de Chabrol de Chaméane	Nièvre	OUI
Gilbert de Chabrol de Volvic	Seine	OUI
Georges Chabron de Solhilac	Haute-Loire	OUI
Jean Chauvin de Bois-Savary	Maine & Loire	OUI
Jean-Claude Cherrier	Vosges	OUI
Thomas de Cotton	Rhône	OUI
Alexandre Courson de La Villevalio	Côtes-du-Nord	OUI
Antoine Courvoisier	Doubs	
Joseph Delacroix-Frainville	Eure & Loir	OUI
Ernest Desmoutier	Nord	
Joseph Desrousseaux de Monthermé	Ardennes	OUI
Philippe de Digeon de Monteton	Lot & Garonne	OUI
Joseph de Doria	Saône & Loire	
Alexis Dubois de Courval	Aisne	OUI
Bonaventure Dufou	Loire-inférieure	OUI
Pierre Dumanoir Le Pelley	Manche	OUI
Charles Dupleix de Mézy	Nord	
François Durand	Pyrénées-Orientales	
Joseph d'Eymar de Montmeillan	Bouches-du-Rhône	
Jacques Faget de Baure	Basses-Pyrénées	OUI
Bertrand Fornier de Saint-Lary	Hautes-Pyrénées	OUI
Benjamin du Fougerais	Vendée	OUI

NOM	DÉPARTEMENT	PRÉSIDENT DU COLLÈGE DÉPARTEMENTAL
Jean-Baptiste Froc de La Boulaye	Marne	
François-Marie Gagneur	Jura	
Antoine de Ganay	Saône & Loire	OUI
Henri Gouin-Moisant	Indre & Loire	OUI
Théodule de Grammont	Haute-Saône	OUI
Dominique d'Hausen de Weidesheim	Moselle	
Charles d'Hautefeuille	Calvados	OUI
Edme Hay-Lucy	Yonne	
Claude Jacquinet-Pampelune	Yonne	OUI
Emmanuel Jobez	Jura	OUI
Camille Jordan	Ain	OUI
Jean Jouneau	Charente-inférieure	OUI
Charles Jurien	Seine & Marne	
Armand La Bonninière de Beaumont	Indre & Loire	
Pierre de La Briffe	Aube	
Marie de La Rivoire de La Tourette	Ardèche	OUI
François de La Rochefoucauld-Liancourt	Oise	OUI
Joseph Lainé	Gironde	
Albert de Lezay-Marnésia	Lot	
Pierre Lizot	Eure	OUI
Joseph Louis	Meurthe & Moselle	
François Maine de Biran	Dordogne	OUI
Jean-Joseph de Maleste	Côte d'Or	OUI
Jean Meallet de Fargues	Rhône	OUI
Louis Michelet de Villemonteil	Creuse	OUI
Jean Michon de Vougy	Loire	OUI
Charles Mirbel	Seine & Marne	
Louis de Montcalm	Hérault	OUI
Anne Montmorency de Tancarville	Seine-inférieure	
Joseph Moreau	Ile & Vilaine	
Adrien Morgan de Bellay	Somme	OUI
Jacques Mousnier-Buisson	Haute-Vienne	
Victor Paillet de Loynes	Aube	
François Péraldi	Corse	OUI
Charles Planelli de La Valette	Isère	
Pierre Portal	Tarn & Garonne	
Jean-Marie Poyferré de Cere	Landes	OUI
Hubert Pyrot	Moselle	
Simon Ravez	Gironde	OUI
Augustin de Rémusat	Haute-Garonne	
François Roulet de La Bouillerie	Sarthe	OUI
Louis Rousseau de Saint-Aignan	Loire-Atlantique	
Pierre Royer	Saône & Loire	
Pierre-Paul Royer-Collard	Marne	OUI
Pierre de Saint-Cricq	Seine & Marne	

NOM	DÉPARTEMENT	PRÉSIDENT DU COLLÈGE DÉPARTEMENTAL
Charles de Saint-Cricq-Casaux	Oise	
Jacques Savoye-Rollin	Isère	OUI
Pierre de Serre	Haut-Rhin	OUI
Joseph Siméon	Var	
Charles Soulier	Vaucluse	
Alexandre de Talleyrand-Périgord	Loiret	
Jacques Taurin de Lormand	Basses-Pyrénées	
François de Thézan de Biran	Gers	
Charles de Trinquelague	Gard	
Charles Vacher de Tournemine	Cantal	OUI
Joseph Vialettes de Mortarieu	Tarn & Garonne	OUI